

Accueil | International | Politique | Média | Société | Culture | Vidéo | Silviacattori.ne

Recherche

Grèce : l'accord du 13 juillet et l'avenir de l'Europe (<http://arretsurinfo.ch/grece-laccord-du-13-juillet-et-lavenir-de-leurope/>)

Le 19 JUILLET 2015 CRISES/GUERRES ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/](http://arretsurinfo.ch/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/)) ÉCONOMIE ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/SOCIETE/ECONOMIE/](http://arretsurinfo.ch/CATEGORY/SOCIETE/ECONOMIE/)) HÉGÉMONIE ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/HEGEMONIE/](http://arretsurinfo.ch/CATEGORY/POLITIQUE/HEGEMONIE/)) UE ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/INTERNATIONAL/UEUROPE/UE-EUROPE/](http://arretsurinfo.ch/CATEGORY/INTERNATIONAL/UEUROPE/UE-EUROPE/))

[Tweet](#) (2) Tweet (<http://twitter.com/share>) ?

Le Parlement grec, comme prévu, a adopté le couteau sur la gorge ou le revolver sur la tempe (au choix...) l'accord de Bruxelles du 13 juillet au prix de la rupture de la majorité gouvernementale et de contestations sociales dans le pays.

Faisons cependant une pause avant de poursuivre la saga grecque. Un ami dont je ne citerai pas le nom – appelons-le Alan – mais qui se reconnaîtra, m'a envoyé une intéressante analyse qui mérite une réplique. Yanis Varoufakis a lui aussi fait une sorte de bilan de son ministère, ainsi qu'une analyse des accords du 13 juillet. Les économistes dénoncent un plan qu'ils jugent irréaliste. Enfin, décryptons l'interview dans le Soir du 15 juillet, d'un eurocrate de haut niveau, Mario Telò, professeur à l'ULB, ancien de l'Institut européen de la même Université et professeur à la LUISS (Université libre des Sciences sociales à Rome).

Qu'ils sont agaçants ces précheurs de l'Europe libérale quand ils vous toisent avec le regard supérieur et le sourire entendu, vous prenant comme des minus habens parce que vous vous obstinez à ne pas comprendre les évidences qu'ils vous assènent !

C'est cela le coup d'Etat !

Ce qu'il s'est passé au Conseil européen des 12 et 13 juillet ? Rien que du classique. Il ne s'agit que de négociations « institutionnalisées » au sein des Conseils (l'Eurogroupe et le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement) « soutenus par la Commission et la BCE ». M. Telò oublie de préciser que le FMI qui était présent.

Mario Telò, professeur à l'ULB et à l'Université libre des Sciences sociales à Rome, ancien de l'Institut européen de l'ULB défend bec et ongles les institutions européennes.

Premier avertissement : l'autorité politique, c'est officiellement le Conseil européen. La Commission n'est là que comme gardienne des traités et a un droit de proposition. Elle n'intervient pas – selon lesdits traités – dans le processus de décision. Cela, c'est la théorie. En réalité, comme déjà écrit dans les articles précédents, c'est le Conseil plus la Troïka (BCE, FMI, Commission) qui ont pris ensemble la décision politique. Mario Telò n'y voit là aucune violation des traités.

Au-delà du juridisme, cette procédure « nouvelle » pose un problème politique fondamental : des institutions administratives et financières interviennent dans le processus politique, voire y sont dominantes. On ne dispose que de témoignages parcelaires, mais ce ne serait pas une surprise. Or, ni la BCE, ni la Commission ne peuvent participer à la décision politique. Et encore moins le FMI qui est une organisation mondiale et non européenne.

C'est cela le coup d'Etat ! Et il ne sera pas sans conséquences.

Vient ensuite le sophisme. Sur ce qui s'est passé, M. Telò dit que l'UE est « une énorme machine à négocier » – cela, on s'en est aperçu ! – et que le résultat a été atteint non par un diktat de Merkel ou des pourparlers franco-allemands mais par un accord multilatéral.

Comme si, dans cette négociation, les rapports de force s'étaient neutralisés. Or, toutes les relations diffusées sur ce Conseil sont unanimes : l'accord a été imposé par une coalition entre l'Allemagne et ses « satellites » avec en plus les Pays Bas, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. La Belgique a logiquement suivi l'Allemagne. Hollande qui souhaitait un compromis a été isolé, même s'il crie victoire.

Hollande est resté le « premier secrétaire ».

Au sujet du président français, on a l'impression qu'il est resté le premier secrétaire du PS français à vouloir à tout prix chercher la synthèse entre les différentes opinions émises. Or, il est sans doute, de par sa culture politique, incapable de comprendre qu'on ne peut faire la synthèse entre des conceptions de la société diamétralement opposées. Il faut faire un choix ! Et, dans son choix, il a toujours cédé à celui qu'il a appelé très imprudemment son principal ennemi : la finance.

Et en termes de « synthèse », Alexis Tsipras a parfaitement compris ce que cela signifie !



(<http://arretsurinfo.ch>)

/wp-content/uploads/2015/07/ob_2fd85d_francois-hollande-1307.jpg)

François Hollande tente-t-il de consoler ou d'écraser Alexis Tsipras ?

Dans les institutions européennes, le rapport de forces dans un système intergouvernemental se joue de facto entre les pays les plus importants, les autres s'accrochant au plus fort selon leurs intérêts.

Dans les faits, le professeur Telò pense que l'Allemagne a cédé sur beaucoup de points, comme « le possible » allongement de l'échéance de la dette grecque – il n'y a aucun accord là-dessus – et le troisième plan d'aide à la Grèce « à concurrence de 82-87 milliards malgré les difficultés pour les pays crédeurs ». Il ne précise pas que cette « aide » ne peut être accordée à la Grèce qu'après avoir effectué une série impressionnante de réformes en un minimum de temps. Il ne s'agit donc pas d'une aide, mais d'un prêt assorti des conditions extrêmement draconiennes qui sont dénoncées par tous. Enfin, pour François Hollande et Mario Telò, c'est « la victoire de l'Europe de la solidarité ». Et Telò ajoute que « cette solidarité relance l'Euro comme projet politique. » Tout dépend ce qu'on entend par solidarité...

Le président français a ajouté : « L'objectif était de faire en sorte que la zone euro puisse être préservée dans son intégrité, dans son unité, dans sa solidarité ». En clair, c'est l'Euro qu'il fallait sauver et non la Grèce en dépit de la terrible crise humanitaire qu'elle vit.

Le pouvoir politique européen est exercé par la finance.

En effet, il y a un aspect politique fondamental. Et on rejoint ici les propos de mon ami Alan. Il écrit (en anglais) :

« This is the point at which "power politics" have come into play.

"Alexis Tsipras believes the existing deal is a disaster and says he has a democratic mandate to demand changes. And this exposes democracy's limits within the European Union. The German finance minister Wolfgang Schäuble says: « Elections change nothing. There are rules ».

The president of the European Commission Jean-Claude Juncker said « there can be no democratic choice against the European treaties. One cannot exit the euro without leaving the EU ».

We now know clearly that the electorate of a participating state in the Eurozone cannot elect a government that does not want to apply the rules of that zone. It cannot apply an economic policy that goes against the common policy of the zone. In 2012 the newly-elected French President, François Hollande, immediately realised that he could not honour his election pledge of opposing the "balanced budget" "règle d'or" being introduced at that time. He quickly realised that the "balance of power" inside the Eurozone was favourable to the group of countries that wanted to impose this rule.

Suivez-nous

S'inscrire à notre lettre d'information.

Courriel Envoyer

(<http://arretsurinfo.ch/voies-les-articles/feed/>) (<https://twitter.com/ArretSurInfo>)

(<https://www.facebook.com/pages/Arr%C3%A9t-sur-Info/300831053432742/>)

(<https://www.youtube.com/channel/UCjgRtP4Iw2vnsPR3-HiDQ>)

La véritable solidarité commence par notre propre autonomie

Archives par jour

JUILLET 2015						
	L	Ma	Me	J	V	
			1	2	3	(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/01))
						(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/02))
	6	7	8	9	10	(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/06))
						(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/07))
	13	14	15	16	17	(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/13))
						(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/14))
	20	21	22	23	24	(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/19))
						(http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets(2015/07/16))
	27	28	29	30	31	(http://arretsurinfo.ch/2015/06/)
6 juin (http://arretsurinfo.ch/2015/06/)						

Mots-clés

- Al-Nosra (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-nosra/>)
- Al-Qaida (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-qaida/>)
- Alexis Tsipras (<http://arretsurinfo.ch/tag/alexis-tsipras/>)
- Allemagne (<http://arretsurinfo.ch/tag/Allemagne/>)
- Antisémitisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/antisemitisme/>)
- ASL (<http://arretsurinfo.ch/tag/asl/>)
- Bachar Al-Assad (<http://arretsurinfo.ch/tag/bachar-al-assad/>)
- Barack Obama (<http://arretsurinfo.ch/tag/obama/>)
- BHL (<http://arretsurinfo.ch/tag/bhl/>)
- Bordure protectrice (<http://arretsurinfo.ch/tag/bordure-de-protection/>)
- BRICS (<http://arretsurinfo.ch/tag/brics/>)
- Charlie Hebdo (<http://arretsurinfo.ch/tag/charlie-hebdo/>)
- Chine (<http://arretsurinfo.ch/tag/chine/>)
- CIA (<http://arretsurinfo.ch/tag/cia/>)
- Crimes de guerre (<http://arretsurinfo.ch/tag/crimes-de-guerre/>)
- Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>)
- Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>)
- Dieudonné (<http://arretsurinfo.ch/tag/dieudonne/>)
- Donbass (<http://arretsurinfo.ch/tag/donbass/>)
- Donetsk (<http://arretsurinfo.ch/tag/donetsk/>)
- Démocratie (<http://arretsurinfo.ch/tag/democratie/>)
- EILL (<http://arretsurinfo.ch/tag/eill/>)
- Etat Islamique (<http://arretsurinfo.ch/tag/etat-islamique/>)
- François Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/francois-hollande/>)
- Gaza (<http://arretsurinfo.ch/tag/gaza/>)
- Grèce (<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>)
- Guerre au terrorisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>)
- Hamas (<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>)
- Intervention (<http://arretsurinfo.ch/tag/intervention/>)
- Israël (<http://arretsurinfo.ch/tag/israel/>)
- Lobby israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-pro-israelien/>)
- Manipulations politiques (<http://arretsurinfo.ch/tag/manipulations-politiques/>)
- Maidan (<http://arretsurinfo.ch/tag/maidan/>)
- Mensonges d'Etat (<http://arretsurinfo.ch/tag/mensonges-d-etats/>)

In 2015 we have had another similar lesson. The Greek electorate twice voted in favour of a political party that opposed the economic policy that had been agreed by the member states of the Eurozone. The Greek government tried to negotiate with the other member states of the Eurozone but, even with its electoral support, it could not convince its partners inside to change their stances.

Where does POWER come into this analysis? "POLITICAL POWER" is the ability to force the other party to act as one wishes. "Political Power" is exercised by using two instruments, namely finance and/or military force. Inside the European Union in general and the Eurozone in particular, "political power" is only exercised by using finance. It is the ability to give or refuse financial aide.

Et Alan conclut :

« The current Greek crisis is an important lesson and eye-opener for the citizens of the European Union. Those who had illusions now see clearly how the Eurozone functions. The rules will most probably be applied much more strictly in the future. Those member states, such as Finland, Germany and The Netherlands, that have the financial power to give or refuse aide have now decided to exercise that power. Politically, they have chosen to make a statement. Even after the Greek electorate voted in favour of the political stance of its government, the other member states did not budge in their refusal to accept the policy for which the Greek electorate had voted. Knowing that the Greek banks were closed and that finance was drying up inside Greece they waited until the uncomfortable facts on the ground forced the Greek government to accept what it and the Greek electorate had just rejected. Mr. Tsipras's political legitimacy was no match for real "political power". »

Ainsi, tout en n'émettant pas de jugement de valeur, Alan démontre que les règles régissant la monnaie unique relèvent d'une seule politique définie par les traités dont l'arme est la finance et des élections ou la volonté de changement émise par un gouvernement n'y changeront rien.

Politique ou idéologique ?

Dès lors, le professeur Mario Telò a raison quand il parle de l'Euro comme instrument politique. Mais, ici, on confond « politique » et « idéologique ». Remarquons au passage qu'il n'utilise jamais le mot de « démocratie ».

Mais, cette rigueur tant louée est en réalité une formidable escroquerie.

Dans une interview publiée par La Libre Belgique et Libération ce 15 juillet, Joseph Stiglitz met les points sur les i : « C'est une question de gouvernance politique. Mais, elle n'existe pas ou, plutôt, elle ne sert aujourd'hui qu'une idéologie et la logique des seuls intérêts financiers, une alliance qui n'a jamais fait bon ménage. Le monde de la finance et les banquiers, les plus grands avocats du laissez-faire économique, ont pourtant prié pour que les Etats volent à leur secours en les arrosant de centaines de milliards de dollars pour les sauver du naufrage. Et ce sont les mêmes qui ont multiplié le lobbying pour que le plan d'aide à la Grèce soit le plus sévère possible. L'hypocrisie, là encore, est générale. »

Et là, on touche le fond du problème. Yanis Varoufakis dans l'analyse de son action comme ministre des Finances grec avait parfaitement compris que l'enjeu était idéologique. Ou bien, on s'agrippait au dogmatisme monétariste qui prévalait au sein de la zone Euro depuis la création de l'Union économique et monétaire et de la monnaie unique, ou bien, on y ajoutait un zeste de mesures keynésiennes destinées à la relance de l'économie grecque paralysée depuis cinq années par les fameux « mémoranda », l'accord du 13 juillet n'étant en définitive qu'un troisième « mémorandum », mais bien pire que les précédents. On a voulu punir ces méchants Grecs qui refusent de s'agenouiller devant les idoles de la pensée ultralibérale.

L'ex-ministre des Finances grec note en outre : l'Eurogroupe n'est pas un lieu de débat, mais un cénacle où l'on prend des décisions, coûte que coûte. Comme s'il était impossible de combiner expertise économique et prise de décision efficace. Comme si tout débat d'idées n'avait pas sa place à Bruxelles.

Forcément, les traités depuis Maastricht sont imprégnés par l'idéologie monétariste et tout débat à ce sujet est dès lors sans objet. Ou bien, on applique à la lettre le catéchisme néolibéral ou, l'on se retire dans les ténèbres extérieures.

Le viol de la démocratie

Et comme on vient de le voir, on a aussi violé la démocratie. Les règles régissant l'Union économique et monétaire étant supérieures à la volonté des peuples, il n'a été tenu aucun compte du référendum du 5 juillet. Stiglitz précise : « Certes, la politique de la zone Euro n'a jamais été un projet très démocratique. La plupart des Etats-membres n'ont pas cherché l'approbation des citoyens pour remettre la souveraineté monétaire de la zone entre les mains de la BCE. Mais au moins, il y avait une vision commune, une forme d'entraide et de solidarité. Cette vision-là est révoquée. » Ajoutons que l'entraide et la solidarité évoquées par Joseph Stiglitz ont été dès le départ proscrites par les dispositions du traité de Maastricht, puisqu'il est interdit à la BCE d'apporter une aide à un Etat en difficulté. Tout doit se faire par l'intermédiaire des banques. Et on sait depuis la dénonciation faite il y a trois ans dans « le Monde » par Michel Rocard et Pierre Larourou que les prêts accordés par la BCE aux banques privées sont à des taux ridiculement bas par rapport à ceux des emprunts que les Etats sont contraints de leur contracter.

Bref, les propos tenus par Juncker – « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités » – s'appliquent à la lettre dans les décisions prises par le Conseil européen. C'est la concrétisation juridique et politique du « TINA » thatchérien !

En outre, cela vole bas entre économistes. L'équipe d'économistes gravitant autour de Merkel n'hésite pas à qualifier Krugman et Stiglitz de « paléo-keynésiens ». Là aussi, le débat n'est pas de mise !

Mais beaucoup s'accordent pour dire que cette folie ne peut durer. Le plan du 13 juillet est inapplicable. Et l'on se pose la question si, derrière ces excès, sachant pertinemment que cela ne marchera pas, ne se cache pas la volonté de procéder en fine au Grexit prétextant que la Grèce est décidément incapable de se sauver en dépit de l'aide accordée.

Les apprentis-sorciers ne pensant et n'agissant que dans leur carcan idéologique risquent dès lors de provoquer un cataclysme qui pourrait à terme entraîner la fin de l'Union européenne avec toutes les conséquences sociales, économiques, politiques et géopolitiques.

Pierre Verhas -18 JUILLET 2015

Source: <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-verhas/180715/grece-laccord-du-13-juillet-et-lavenir-de-leurope>
(<http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-verhas/180715/grece-laccord-du-13-juillet-et-lavenir-de-leurope>)

Tweet (<http://twitter.com/share>) ?

Alexis Tsipras (0), Austérnè (0), Grèce (0), Yanis Varoufakis (0)

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsinfo.ch>
/donations/)

- Accueil (<http://arretsinfo.ch/accueil/>)
- International (<http://arretsinfo.ch/category/international/>)
- Politique (<http://arretsinfo.ch/category/politique/>)
- Médias (<http://arretsinfo.ch/category/medias/>)
- Société (<http://arretsinfo.ch/category/societe/>)
- Culture (<http://arretsinfo.ch/category/culture/>)
- Vidéos (<http://arretsinfo.ch/category/videos/>)
- Silviacattori.net (<http://silviacattori.net/>)
- A propos (<http://arretsinfo.ch/qui-sommes-nous/>)
- Charte d'Arrêt sur Info (<http://arretsinfo.ch/page-d-exemple/>)
- Participer (<http://arretsinfo.ch/blog/>)
- Auteurs référencés (<http://arretsinfo.ch/auteurs/>)
- Contact (<http://arretsinfo.ch/contact/>)
- Soutenez-nous ! (<http://arretsinfo.ch/pourquoi-une-donation-2/>)
- Proposez vos traductions (<http://arretsinfo.ch/proposez-vos-articles/>)

- /tag/mensonges-detat/) MH17
(<http://arretsinfo.ch/tag/mh17/>) Novorossia
(<http://arretsinfo.ch/tag/novorossia/>)
- OTAN
(<http://arretsinfo.ch/tag/otan/>)
- Propagande
(<http://arretsinfo.ch/tag/propagande/>)
- Résistance palestinienne
(<http://arretsinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>)
- Sanctions
(<http://arretsinfo.ch/tag/sanctions/>)
- Stratégie de la tension
(<http://arretsinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>)
- Terrorisme
(<http://arretsinfo.ch/tag/terrorisme/>)
- Terrorisme israélien
(<http://arretsinfo.ch/tag/terrorisme-israelien/>)
- Terrorisme takfiri
(<http://arretsinfo.ch/tag/terrorisme-takfiri/>)
- Vladimir Poutine
(<http://arretsinfo.ch/tag/vladimir-poutine/>)